COMMUNE DE SAINT LAURENT DE MURE

Extrait du registre des Arrêtés du Maire du 28 juin 2024 ARRÊTÉ PROVISOIRE DE CIRCULATION

ARRÊTÉ nº 24099 ST

GC - Extension vidéoprotection Avenue Maréchal Juin (au niveau du n°7) Du 08 au 19 juillet 2024

Le Maire de la commune de Saint Laurent de Mure,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1, L 2213-2, L 2213-3 et L 2213-4,

Vu la loi nº 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983,

Vu le décret n° 69-150 du 5 février 1969 relatif à la signalisation routière, modifié par l'arrêté interministériel du 29 novembre 1986.

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I : 8ème partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, et modifiée par les textes,

Vu la permission de voirie n°2024-0039 délivrée par la Communauté de Communes de l'Est Lyonnais,

Vu la demande formulée par l'entreprise SOBECA - 9 avenue du 24 août 1944 - 69960 CORBAS (pour le compte de la ville de Saint Laurent de Mure) de réaliser des travaux de génie civil, avenue Maréchal Juin (à la hauteur du n°7), du 08 au 19 juillet 2024,

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux il convient de réglementer la circulation et d'assurer la sécurité des personnes et des véhicules,

ARRETE

Article 1: L'entreprise SOBECA est autorisée à occuper le domaine public durant 4 jours entre le 08 et le 19 juillet

Les prescriptions suivantes s'appliquent avenue Maréchal Juin :

- Mise en place d'un alternat par feux tricolores;
- Dans la mesure du possible, la circulation sera rendue le soir. La chaussée devra impérativement être libre du 11/07/24 21h au 12/07/24 6h00 (principe de déviation par l'av Maréchal Juin par le Département du Rhône);
- Au droit du chantier, la vitesse est limitée à 30km/h et la manœuvre de dépassement est interdite;

L'entreprise SOBECA doit prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des piétons au droit du chantier,

Article 2: La signalisation des travaux est conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, 8ème partie, signalisation routière), approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, modifiée par les textes subséguents.

L'entreprise SOBECA est chargée de la mise en place de la signalisation et la pré-signalisation réglementaires et reste responsable de tout accident, dommage ou préjudice qui pourraient survenir du fait de son opération. L'entreprise SOBECA renforcera la signalisation des travaux la nuit durant inactivité du chantier;

Article 3: Lors de l'achèvement des travaux et avant le rétablissement normal de la circulation, la chaussée devra être propre et satisfaire aux normes de sécurité en vigueur.

Article 4: En cas de problèmes techniques ou d'intempéries, si les travaux ne sont pas terminés aux périodes ci avant définies, un arrêté modificatif devra être établi,

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché aux abords immédiats du chantier,

Article 6 : Monsieur le Maire de Saint Laurent de Mure, la Police Municipale, la Gendarmerie de Saint Laurent de Mure, et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté qui sera transmis à :

- L'entreprise SOBECA 9 avenue du 24 août 1944 69960 CORBAS,
- La Communauté de Communes de l'Est Lyonnais (CCEL),
- La Gendarmerie de Saint Laurent de Mure,
- La Police Municipale de Saint Laurent de Mure,
- Le Syndicat Mixte du Nord Dauphiné,
- Les Sapeurs Pompiers de Saint Laurent de Mure.

Pour le Maire. Monsieur Jean-Luc GUILLOUZOUIC, L'adjoint délégué à la sécurité publique, Qui certifie, sous sa responsabilité,

Le caractère exécutoire de cet arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet : d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le T.A. peut être asial d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr. dans ce même délai, d'un recours gracieux devant le Maire de la Commune.